

Accord de non divulgation et de confidentialité en matière de sécurité périphérique

Entre

Fondation des immeubles pour les organisations internationales, rue de Varembe 9-11, 1202 Genève, représentée par M. Patrick ARMAINGAUD, Directeur, et M. Thierry MERLE, Responsable du Service du Développement Immobilier

ci-après désignée par la « **FIPOI** »

et

Nom société, adresse RC, représentée par M./Mme Prénom NOM, titre, et M./Mme Prénom NOM, titre (*vérifier pouvoir aux RC*)

ci-après désignée par la « **Partie recevante** »

ci-après collectivement désignées par les « **Parties** »

Préambule

La Partie recevante est mandatée par la FIPOI pour une étude pluridisciplinaire visant à l'intégration qualitative des aspects architecturaux, paysagers et de sûreté pour l'établissement d'un projet de remplacement d'une portion de clôture et du système de surveillance du site de l'ONUG (Projet P1) entre les deux Portes des Nations et de Pregny. Le périmètre concerné par cette étude est en partie occupé par une Organisation Internationale au bénéfice de privilèges et immunités octroyés par la Confédération suisse. Il s'ensuit que les locaux concernés sont notamment inviolables et respectent des normes de sécurité propres.

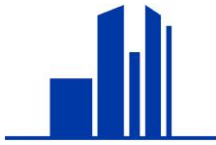
Dans le cadre du processus d'étude, la FIPOI doit divulguer à la Partie recevante, en sa qualité de mandataire, différents documents, lesquels sont, compte tenu du contexte, des informations confidentielles.

Aux fins de protection de l'intérêt de confidentialité, les parties déclarent ce qui suit :

1. Informations confidentielles

Sont réputées strictement confidentielles au sens du présent accord toutes informations transmises, tant sous la forme orale que sous la forme écrite, par la FIPOI, l'Organisation Internationale ainsi que les autres parties prenantes à ce projet.

Le caractère confidentiel s'étend à toutes informations en lien direct ou indirect avec ce qui précède, telle que la stratégie, la planification, le développement et le design de produits, les caractéristiques techniques, les coûts, le prix, les clients / les bénéficiaires, le financement, le marketing, les méthodes de distribution et la propriété intellectuelle. Le



Accord de non divulgation et de confidentialité en matière de sécurité périphérique

caractère confidentiel s'applique également à tous les faits qui ne sont ni notoires ni accessibles à tout un chacun.

(ci-après désignées par les : « **informations** »).

2. Confidentialité et utilisation

La Partie recevante s'engage à garder strictement confidentiel et à ne pas divulguer ou communiquer, à l'interne aux personnes non concernées, ou à des tiers, par tous moyens, les informations qui lui seront transmises par la FIPOI ou auxquelles elle aura accès dans le cadre de la coopération entre les parties en lien avec le présent accord.

La Partie recevante s'engage à utiliser les informations uniquement aux fins pour lesquelles elle était en droit de les obtenir dans le cadre de son activité pour la FIPOI et à ne pas les exploiter, de quelque autre manière que ce soit, sans autorisation écrite préalable de cette dernière.

Toutes les informations obtenues par la Partie recevante sont la propriété exclusive de la FIPOI et devront être traitées comme telle. La partie recevante ne peut prétendre à aucun droit sur les informations.

La Partie recevante s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires pour préserver la confidentialité et l'intégrité des informations obtenues. Il convient de considérer que ces informations doivent être traitées et protégées par la Partie recevante comme ses propres informations confidentielles.

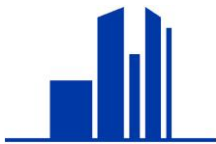
3. Divulcation

La Partie recevante s'engage à ne transmettre les informations, à l'interne, uniquement à ses collaborateurs qui doivent nécessairement y avoir accès pour l'exécution des tâches découlant de la coopération convenue entre les parties. A cette fin, la Partie recevante s'engage à conclure préalablement avec les personnes concernées une obligation de confidentialité analogue au présent accord.

Pour toute autre divulgation, la partie recevante s'engage à obtenir l'autorisation écrite de la FIPOI avant toute communication des informations, notamment à des personnes internes non concernées et à des tiers, tels que les clients, les sous-traitants ou autres partenaires, lesquels devront également conclure avec la Partie recevante une obligation de confidentialité analogue au présent accord. Sont réservés les obligations légales d'information.

La Partie recevante s'engage à prendre toutes les mesures pour que ses employés et les tiers autorisés traitent les informations conformément au présent accord.

A la demande de la FIPOI, la Partie recevante la renseigne immédiatement sur toutes divulgations, mesures et accords de confidentialité au sens du présent article.



Accord de non divulgation et de confidentialité en matière de sécurité périphérique

4. Information en cas d'utilisation non autorisée

La Partie recevante s'engage à informer la FIPOI dès découverte de toute utilisation ou divulgation non autorisée de tout ou partie des informations ou de toute autre contravention au présent accord dont elle aurait connaissance.

5. Entrée en vigueur

Le présent accord s'applique à compter de la date de la première divulgation d'informations de la part de la FIPOI, de manière définitive et sans limite de temps.

6. Destruction

Sur demande écrite de la FIPOI, la Partie recevante s'engage à détruire immédiatement toutes les informations et toutes les copies de celles-ci dont elle dispose, ainsi que d'en apporter la confirmation écrite à la FIPOI, si elle le demande.

7. Peine conventionnelle et autres prétentions

Pour chaque infraction à l'une des obligations découlant du présent accord, la Partie recevante doit payer à la FIPOI une peine conventionnelle de CHF 30'000.- [en principe, maximum 10% du prix du contrat principal], sans que cette dernière n'ait à prouver un quelconque dommage.

Le droit de la FIPOI au paiement d'une peine conventionnelle n'affecte pas son droit de réclamer des dommages-intérêts ou son droit de faire valoir d'autres prétentions ou toutes revendications supplémentaires.

La Partie recevante ne sera pas dégagée de son obligation de non divulgation et de confidentialité par le paiement d'une peine conventionnelle ou de tout autre dédommagement.

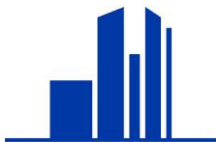
8. Échange sécurisé de documents informatiques

Pour tout échange de documents informatiques, la Partie recevante est tenue d'employer la procédure d'échange sécurisé de documents informatiques annexée au présent accord (Annexe 1), laquelle fait partie intégrante du présent accord.

9. Modifications

Pour être valables, les modifications ou compléments apportés au présent contrat doivent faire l'objet d'un accord écrit des parties. Cela vaut également pour la suppression de cette règle.

Si une disposition du présent accord est nulle, lacunaire, annulable ou inapplicable pour d'autres raisons, cela n'affecte pas la validité des autres dispositions de l'accord. Dans un



Accord de non divulgation et de confidentialité en matière de sécurité périphérique

tel cas, les parties conviennent d'une disposition de substitution valable qui, d'un point de vue économique, se rapproche le plus possible de la disposition qu'elle remplace.

10. Droit applicable, litige et for

Le présent accord est soumis exclusivement au droit suisse. Les dispositions de la Convention de Vienne (Convention des Nations Unies sur les contrats de vente internationale de marchandises, conclue à Vienne le 11 avril 1980) sont exclues.

Si un litige naît entre les parties, ces dernières s'engagent à rechercher une solution amiable par des entretiens directs. Le recours à un médiateur est possible si les deux parties sont d'accord. Si les parties ne s'entendent pas, le litige doit être tranché par le tribunal ordinaire de la République et canton de Genève, sous réserve d'un recours au Tribunal fédéral.

Fait à Genève en deux exemplaires originaux, dont un pour chaque partie.

le

le

La FIPOI :

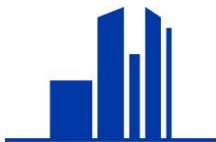
La Partie recevante :

Patrick ARMAINGAUD
Directeur

(Prénom, NOM)
(Fonction)

Thierry MERLE
Responsable du Service du Développement
Immobilier

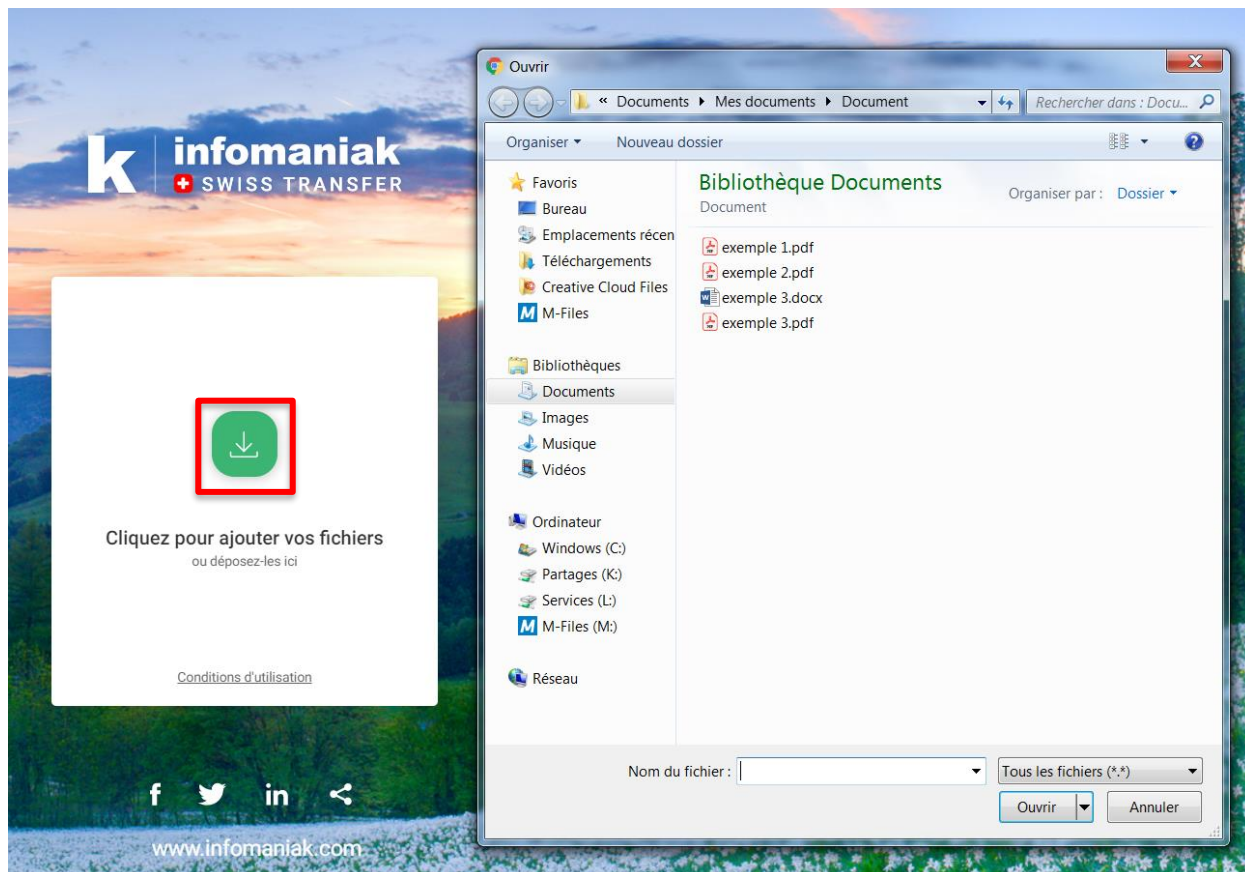
(Prénom, NOM)
(Fonction)

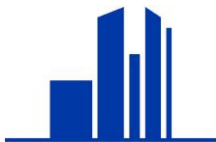


Annexe 1 : procédure d'échange sécurisé de documents informatiques

Envoyer les documents

- 1) Utilisez le site **Swiss Transfer** pour envoyer le(s) document(s) :
<https://www.swisstransfer.com/fr>
- 2) Ajoutez le(s) document(s) en cliquant sur l'icône vert du site et ouvrant le(s) document(s) en question.





Annexe 1 : procédure d'échange sécurisé de documents informatiques

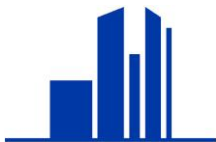
- 3) Vous pouvez envoyer le(s) document(s) directement par Email (1) ou vous pouvez créer un lien (2). Ce lien peut ensuite être copié et collé dans un Email qui sera envoyé depuis votre boîte Email personnelle.

Envoi par mail (1)

Générer un lien (2)

- 4) Cliquez sur « Paramètres avancés », activez la coche « Protéger par un mot de passe », entrez le mot de passe puis cliquez sur « TRANSFÉRER ».

- 5) Faites parvenir le mot de passe **par SMS sur le téléphone portable des destinataires (et non par Email)** afin d'assurer le transfert sécurisé du document.



Annexe 1 : procédure d'échange sécurisé de documents informatiques

Réceptionner les documents

- 1) Ouvrez le lien de téléchargement Swiss Transfer, saisissez le mot de passe transmis par SMS puis cliquez sur « VALIDER ».

Vous avez reçu des fichiers

Envoyé par : l.biedermann@fipoi.ch

TÉLÉCHARGER LE FICHIER

Ce lien est valable jusqu'au 25/07/2020

Exemple

Lien de téléchargement

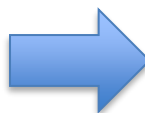
<https://www.swisstransfer.com/d/1aeedbe1-c438-4fec-bee1-304c507bf83>

Fichier

Document.7z

Taille de l'archive

1.26 Mo



Ce transfert est sécurisé

Veuillez saisir le mot de passe qui vous a été fourni pour télécharger ces fichiers.

Saisir un mot de passe *

VALIDER

- 2) Cliquez sur « TOUT TÉLÉCHARGER ».

Ces fichiers seront supprimés dans 30 jours.

exemple 1.pdf
1.35 Mo

exemple 2.pdf
1.35 Mo

TOUT TÉLÉCHARGER